



Plateforme des
ONG Françaises
pour la Palestine

شبكة المنظمات الفرنسية
من أجل فلسطين

14, passage Dubail 75010 PARIS

T. +33 (0)1 40 36 41 46

contact@plateforme-palestine.org

www.plateforme-palestine.org

A l'attention de :

M. François Hollande
Palais de l'Elysée
55 r Faubourg St Honoré
75008 PARIS

Paris, le 12 novembre 2014

Objet : la reconnaissance bilatérale de l'Etat de Palestine par la France

Monsieur le Président de la République,

La situation politique et humanitaire ne cesse de se détériorer en Palestine occupée, comme en témoignent les événements actuels à Jérusalem, le climat de haine contre les Palestiniens et la multiplication des provocations de nationalistes religieux juifs, les restrictions d'accès à l'Esplanade des Mosquées, l'accélération de la colonisation, les campagnes d'arrestations en forme de punition collective, le siège de la Bande de Gaza qui n'est toujours pas levé...

L'échec des négociations depuis vingt ans alimente les désillusions et un profond sentiment d'injustice qui contraignent les Palestiniens à poursuivre la résistance contre la violation quotidienne de leurs droits et du droit international, notamment le droit à l'autodétermination.

Le refus israélien de se conformer au droit ne peut plus bénéficier de l'impunité dont il jouit. La France et l'UE ne peuvent plus se contenter de condamnations verbales. Elles doivent utiliser, dès aujourd'hui, les instruments de pression à leur disposition pour protéger les Palestiniens, assurer leur sécurité et le respect de l'ensemble de leurs droits.

Les nouvelles négociations que les autorités françaises appellent de leurs vœux ne déboucheront que si elles partent de paramètres clairs et d'un calendrier de travail précis avec des dates-butoirs proches et des conditions précises : la fin de la colonisation, la levée du blocus de Gaza, la libération des prisonniers palestiniens et la création d'un Etat palestinien de plein droit.

La reconnaissance de l'Etat de Palestine sur les frontières de 1967, avec Jérusalem-Est comme capitale, est une première étape pour faire évoluer le statu quo. 67 ans après la création unilatérale de l'Etat d'Israël et après 47 années d'occupation, 135 Etats membres des Nations unies ont déjà reconnu bilatéralement l'Etat de Palestine : Etats arabes, d'Amérique latine, d'Afrique et d'Europe dont la Suède récemment.

L'opinion et de nombreux élus attendent de la France qu'elle prenne la même mesure. La France peut jouer un rôle d'entraînement fort en Europe. C'est ce que nous en attendons. Elle ne peut passer à côté de l'histoire et laisser ses partenaires avancer sans elle dans l'exigence de justice au Proche-Orient.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de notre haute considération. Nous vous informons par ailleurs que nous adressons également cette lettre au Ministre des Affaires étrangères et que nous la rendrons publique.

Claude Léostic, Présidente de la Plateforme des ONG françaises pour la Palestine

Membres : Amani, Artisans du Monde (Fédération), Association des Universitaires pour le Respect du Droit International en Palestine (AURDIP), Association France Palestine Solidarité (AFPS), Association pour les jumelages entre les camps de réfugiés palestiniens et les villes françaises (AJPF), CEDETIM, Ceméa, Cimade, CICUP, CCFD-Terre Solidaire, Comité de Bienfaisance et de Secours aux Palestiniens (CBSP), Comité de Vigilance pour une Paix Réelle au Proche-Orient (CVPR-PO), Comité Gaza Jérusalem Méditerranée, Enfants Réseau Monde/ Services, Fédération Sportive et Gymnique du Travail (FSGT), Génération Palestine, Groupement des Retraités Educateurs sans Frontières (GREF), Ligue des Droits de l'Homme et du citoyen (LDH), Ligue Internationale des Femmes pour la Paix et la Liberté - section française (LIFPL), Mouvement contre le Racisme et pour l'Amitié entre les Peuples (MRAP), Mouvement de la Paix, Mouvement International de la Réconciliation (MIR), Mouvement pour une Alternative Non violente (MAN), Pax Christi France, Secours Catholique-Caritas France, Solidarité Internationale pour le Développement et l'Investissement (SIDI), Terre des Hommes France, Union Juive Française pour la Paix (UJPF). **Observateurs :** Action des Chrétiens pour l'Abolition de la Torture (ACAT-France), Afran-Saurel, AEDH, Amnesty International France, Association Pour Jérusalem, Centre de Recherche et d'Information pour le Développement (CRID), Collectif judéo-arabe et citoyen pour la paix, Coordination SUD, Fédération Nationale des Francas, GAIC, Handicap International, Médecins du Monde France, RITIMO.